

NATIONALRAT

Herbstsession 2023

22.3451 n Mo. Ryser. Beteiligung der Schweiz an der multinationalen Taskforce Repo zur Umsetzung der Wirtschaftssanktionen gegen Russland

Ordnungsantrag Cottier
vom 20. September 2023

Die Motion wird an die zuständige Kommission zur Vorprüfung überwiesen.

Begründung

Die Motion fordert den Bundesrat auf, die notwendigen Massnahmen zu ergreifen, damit sich die Schweiz so rasch als möglich der multinationalen Taskforce REPO zur Umsetzung der Wirtschaftssanktionen gegen Russland anschliesst und alle notwendigen Schritte für eine lückenlose und aktive Durchsetzung der Sanktionen einleitet. Bevor eine Entscheidung getroffen wird, sollten einige noch offene Fragen berücksichtigt werden. Dazu gehören insbesondere die Aspekte der Datensicherheit und der Autonomie der Schweiz. Auch die Form einer allfälligen Teilnahme der Schweiz an der REPO-Taskforce (Vollmitgliedschaft, Beobachterstatus etc.) wäre zu diskutieren. Es wäre daher angebracht, diese Motion der zuständigen Kommission zur vertieften Prüfung und anschliessenden Antragstellung zuzuweisen.

CONSEIL NATIONAL

Session d'automne 2023

22.3451 n Mo. Ryser. Participation de la Suisse à la task force internationale Repo pour la mise en oeuvre des sanctions économiques contre la Russie

Motion d'ordre Cottier
du 20 septembre 2023

La motion est transmise à la commission compétente pour examen préalable.

Développement

La motion demande au Conseil fédéral de prendre les mesures nécessaires pour que la Suisse se joigne le plus rapidement possible à la Taskforce multinationale REPO pour la mise en oeuvre des sanctions économiques contre la Russie et prenne toutes les mesures nécessaires pour une application complète et active des sanctions. Avant de prendre une décision, il convient de prendre en compte certaines questions encore en suspens. Cela comprend notamment les aspects de la sécurité des données et de l'autonomie de la Suisse. Il faudrait également discuter de la forme que prendrait une éventuelle participation de la Suisse à la taskforce (membre à part entière, statut d'observateur, etc.). Pour cette raison, il serait approprié d'attribuer cette motion à la commission compétente afin qu'elle puisse l'examiner en détail et présenter ensuite sa proposition en conséquence.